



Strasbourg, 14 juin 2019

T-PD(2019)RAP38Abr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES  
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

**CONVENTION 108**

**38<sup>e</sup> Réunion plénière**

Strasbourg, 13-14 juin 2019

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

Direction générale des Droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après la « Convention 108 »), établi en vertu de l'article 18 de la Convention 1018, a tenu sa 38<sup>e</sup> réunion plénière<sup>1</sup> à Strasbourg les 13 et 14 juin 2019 sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants figurent respectivement aux Annexes 1 et 2.

Le Comité :

2.1 prend note des informations fournies par M. Christos Giakoumopoulos, Directeur général des droits de l'homme et de l'État de droit, concernant plus particulièrement la situation politique et budgétaire du Conseil de l'Europe, avec l'élection à venir du nouveau Secrétaire Général, les décisions prises lors de la conférence à haut niveau « Maîtriser les règles du jeu - l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit », co-organisée par la présidence finlandaise du Comité des Ministres les 26 et 27 février 2019 à Helsinki, et lors de la 129<sup>e</sup> session du Comité des Ministres (Helsinki, 16-17 mai 2019), ainsi que la volonté de l'Organisation de soutenir la mise en œuvre du programme de travail du Comité pour 2020-2021 ;

2.2. prend note des informations fournies par le Secrétariat sur l'état des adhésions à la Convention 108, et en particulier de l'adhésion de l'Argentine en tant que 54<sup>e</sup> Partie (qui a pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2019) et du Maroc en tant que 55<sup>e</sup> Partie (qui prendra effet le 1<sup>er</sup> septembre 2019), et de la signature de la Convention 108+ (Protocole d'amendement – STCE n° 223) par Chypre et la Hongrie le 9 janvier, par l'Andorre le 28 janvier, par l'Italie le 5 mars 2019, par la Croatie le 22 mars 2019, par la Pologne et la Slovaquie le 16 mai 2019 et par la Tunisie le 24 mai 2019, portant le nombre de signatures à 30, et sur l'existence d'une traduction de la Convention 108+ en arabe et en espagnol ;

2.3 prend note de la présentation de Mme Cécile de Terwangne sur le mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+, s'appuyant sur des documents de travail révisés, et tient un échange de vues avec l'expert, décidant de mettre en place un groupe de travail composé des membres du Bureau et de toute délégation intéressée, qui sera chargé de poursuivre l'élaboration des propositions du nouveau mécanisme. Le Comité prend également note de la présentation de Mme Ana Gomez Heredero concernant les nouvelles demandes d'adhésion et l'article 36.2 du Protocole d'amendement (STCE n° 223) à la Convention, confirmant que toute nouvelle demande d'adhésion devrait être étudiée à la lumière de la Convention 108+, chargeant son Secrétariat de préparer un projet d'avis concernant la demande d'adhésion du Costa Rica, fondé sur les critères d'évaluation contenus dans le document T-PD(2018)20rev ;

2.4 prend note de la présentation du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la vie privée, le professeur Joseph A. Cannataci, sur ses activités dans le cadre de son rapport au Conseil des droits de l'homme (document A/HRC/40/63), portant notamment sur la vie privée selon le contexte, la sécurité et la surveillance, le droit à la vie privée selon la perspective hommes-femmes, la protection des données relatives à la santé et les indicateurs de la vie privée ;

2.5 prend note de la présentation par le professeur Gert Vermeulen de son rapport sur l'« Inclusion dans le Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185) de sauvegardes pour la protection des données relatives à l'accès transfrontalier des services répressifs aux données » et participe à un échange de vues avec M. Alexander Seger, Secrétaire exécutif du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) sur les enjeux en la matière, prend acte des préoccupations exprimées par un certain nombre de délégations et par le Secrétariat du T-CY (le Comité de la Convention 108 devrait à un stade ultérieur être officiellement invité à donner un avis sur les questions concernant la vie privée et la protection des données en lien avec le projet de deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest) et souligne la nécessité d'encourager la coordination nationale, impliquant les délégations qui participent aux négociations sur le processus de rédaction, prend note de l'Avis 3/2019 du CEDP concernant la participation de la Commission aux négociations relatives au Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest, ainsi que de la décision du Conseil du

---

<sup>1</sup> 128 participants au total, dont 68 femmes et 60 hommes.

6 juin 2019 autorisant la Commission à négocier au nom de l'Union européenne et rappelle que ce protocole additionnel devrait contenir des garanties spécifiques relatives à la vie privée et à la protection des données, comme le prévoit la Convention 108+ (Protocole d'amendement STCE n° 223) ;

2.6 prend note de la présentation de M. Daniel Cooper et tient un échange de vues sur la base du rapport « Plateformes nationales et protection des données » sur les modèles d'échange de données dans le domaine de la lutte contre la manipulation de compétitions sportives et décide d'inclure la coopération avec le Groupe de Copenhague et avec le futur Comité de la Convention de Macolin à son programme de travail pour 2020-2021 ;

2.7 prend note des présentations des professeurs Yves Pouillet et Benoit Frénay sur la vie privée et les problèmes de protection des données découlant de l'utilisation du profilage, et tient un échange de vues avec les experts, décidant d'inclure dans son programme de travail 2020-2021 le réexamen de la Recommandation CM/Rec(2010)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage, soulignant l'importance des lignes directrices et autres instruments produits par le Comité, en particulier sur les méga-données et l'intelligence artificielle ;

2.8 prend note des présentations de M. Frédéric Wickert et de Mme Sandra Azria sur les aspects techniques et juridiques de l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale ; tient un échange de vues sur les problèmes de protection de la vie privée et des données posés par cette forme de traitement des données, décidant de l'inscrire dans son programme de travail pour 2020-2021 ;

2.9 prend note de la présentation de Mme Jen Persson sur la protection des données dans le secteur de l'éducation ; tient un échange de vues, avec la participation de Mme Livia Stoica, Secrétaire du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF), sur les enjeux de la protection des données dans les systèmes éducatifs, soulignant les synergies possibles entre le Comité de la Convention 108 et le CAHENF. Le Comité décide d'inscrire ce sujet à son programme de travail pour 2020-2021 ;

2.10 tient un échange de vues sur les thèmes à inclure dans le programme de travail du comité pour 2020-2021 et sur les méthodes de travail correspondantes, et décide que le programme de travail du comité pour 2020-2021 comprendra les principaux domaines de travail suivants : a) le suivi de la modernisation de la Convention, b) la promotion de la Convention, c) une recommandation spécifique, fondée sur les principes de la Convention, concernant la reconnaissance faciale, le traitement des données personnelles dans le contexte des systèmes éducatifs et un réexamen du profilage (Recommandation (2010) 13), d) la coopération avec les comités d'autres Convention sur les questions relatives à la manipulation de compétitions sportives (Convention de Macolin), la cybercriminalité (Convention de Budapest), la bioéthique (Convention d'Oviedo) et les droits des enfants (CAHENF), e) la Journée de la protection des données, le prix Stefano Rodotà et d'autres initiatives de sensibilisation ;

2.11 prend note des informations communiquées par Mme Pamela McCormick, du greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, au sujet des affaires récentes et en instance devant la Cour en rapport avec l'article 8 de la CEDH, et se félicite de la récente mise à jour de la compilation de la jurisprudence de la Cour ;

2.12 prend note d'informations sur la coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe, en particulier le CAHENF (voir paragraphe 2.9), le Comité de bioéthique (DH-BIO) telles que présentées par M. Lee Hibbard, le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) et le Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des traitements automatisés de données et différentes formes d'intelligence artificielle (MSI-AUT) ;

2.13 prend note d'informations communiquées par le Secrétariat concernant les programmes de coopération mis en œuvre dans le domaine de la protection des données ;

2.14 prend note de la compilation des réponses au questionnaire sur la gouvernance des autorités de protection des données ;

2.15 prend note des principaux développements aux niveaux national et international dans le domaine de la protection des données, en particulier la compilation des réponses reçues des délégations (document T-PD(2019)MOS) et les événements suivants : « Protection de la vie privée numérique : défis et perspectives » (Fès (Maroc), 28 janvier 2019), Conférence CPDP « Protection des données et démocratie » (Bruxelles (Belgique), 30 janvier-1<sup>er</sup> février 2019), Conférence « Maîtriser les règles du jeu – l’impact du développement de l’intelligence artificielle sur les droits de l’homme, la démocratie et l’État de droit » (Helsinki (Finlande), 26-27 février 2019), Congrès mondial de la téléphonie mobile 2019 (MWC Barcelone), Semaine du CNUCED du commerce électronique et troisième session du Groupe intergouvernemental d’experts du commerce électronique et de l’économie numérique (Genève, 1<sup>er</sup>-5 avril 2019), Conférence de printemps des autorités européennes de protection des données (Tbilissi, 9-10 mai), Sommet mondial sur la vie privée 2019 de l’IAPP (Washington, 1<sup>er</sup>-3 mai 2019), Atelier sur la protection des données dans les organisations internationales 2019 (Paris, 17-18 juin 2019), EURODIG (La Haye, 19-20 juin 2019), Conférence internationale sur la vie privée en Afrique (24-27 juin 2019), ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019) et Forum sur la Gouvernance de l’Internet (Berlin, 28-29 novembre 2019) ;

2.16 prend note des informations communiquées par les observateurs suivants : a) l’ICDPPC au sujet du nouveau rôle stratégique et politique de la Conférence, b) Interpol au sujet de l’actuel réexamen de la réglementation protection des données, c) l’autorité d’enregistrement « Abu Dhabi Global Market » au sujet de l’évolution de la législation en matière de protection des données dans la région du Golfe et les principales réalisations de l’autorité, d) le Chili au sujet de l’évolution de la législation et, en conséquence, des perspectives d’adhésion à la Convention 108+, et souhaitant recevoir le soutien du Conseil de l’Europe pour ces projets, e) le Comité international de la Croix-Rouge au sujet de la publication, fin 2018, d’une étude réalisée conjointement avec Privacy International et intitulée « The humanitarian metadata problem: ‘Doing no harm’ in the digital era » et le lancement d’une nouvelle série sur la protection des données dans le cadre de l’action humanitaire, qui traitera de l’aide apportée par la technologie blockchain, l’identité numérique, l’IA et les appareils connectés, et de l’utilisation des médias sociaux, f) AEDH au sujet de préoccupations concernant les récentes tendances législatives en matière de discours de haine en ligne, et félicite les représentants du Brésil et d’EDRI (*European Digital Rights*) pour leur première participation en tant qu’observateurs ;

2.17 prend note des informations communiquées par le Commissaire à la protection des données, qui présente les affaires qu’il a traitées depuis la 37<sup>e</sup> réunion plénière et regrette qu’à ce jour, l’on ne dispose toujours pas de règlement révisé pour le traitement des données réalisé par le Conseil de l’Europe ;

2.18 prend note des présentations faite par les lauréates du prix Stefano Rodotà, Ingrida Milkaitė et Eva Lievens, et par Jef Ausloos (mention spéciale du jury), tient un échange de vues avec eux sur leurs travaux de recherche et leur remet officiellement leurs prix ;

2.19 confirme les dates de la réunion plénière qui se tiendra du 19 au 21 novembre 2019 à Strasbourg et des prochaines réunions du Bureau qui se tiendront du 25 au 27 septembre 2019 à Paris et du 11 au 13 décembre à Strasbourg.

## ANNEXE I.

### Ordre du jour

	<b>1. Ouverture de la réunion</b>
<a href="#">T-PD(2018)RAP37Abr</a>	Rapport abrégé de la 37 <sup>ème</sup> réunion plénière (Strasbourg, 20-22 novembre 2018)
<a href="#">T-PD-BUR(2019)47RAP</a>	Rapport abrégé de la 47 <sup>ème</sup> réunion du Bureau (Paris, 20-22 mars 2019)
<a href="#">T-PD(2017)WP2018-2019</a>	Programme de travail du Comité 2018-2019
<a href="#">T-PD(2017)Regl</a>	Règlement intérieur
	<b>2. Adoption de l'ordre du jour</b>
	<b>3. Communication du secrétariat</b>
	Christos Giakoumopoulos, Directeur général Direction Générale - Droits de l'Homme et état de droit
	<b>4. Modernisation de la Convention 108</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108</a></li></ul>
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Protocole d'amendement</a></li></ul>
	<b>5. Etat des signatures, ratifications et adhésions</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"><li>• <a href="#">Convention 108: tableau des signatures et ratifications</a></li><li>• <a href="#">Protocole d'amendement: tableau des signatures et ratifications</a></li></ul>
	<b>6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+</b>
	Expert: Mme Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur.
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le sujet.
<a href="#">T-PD(2018)20rev</a>	Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)

<a href="#">T-PD(2018)21rev</a>	Eléments d'informations sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
	<b>7. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre</b>
<a href="#">T-PD(2019)3</a>	Expert: M. Gert Vermeulen, Professeur Titulaire de droit pénal (européen et international), Directeur, Département de Criminologie, Droit pénal et Droit social, Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP) (en anglais)
	<u>Action requise:</u> Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et procédera à un échange de vues sur le sujet.
<p><a href="#">Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner</a></p> <p><a href="#">T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques</a> (uniquement en anglais)</p> <p><a href="#">Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018</a> (uniquement en anglais)</p> <p><a href="#">Messages clés de la Conférence Octopus 2018</a> (uniquement en anglais)</p>	
	<b>8. Programme de travail</b>
<a href="#">Projet de Programme de travail 2020-2021</a>	Experts: Frédéric Wickert, Founder and CEO of A.I. Sense Sandra Azria, Avocat Jen Persson, Directeur, "defenddigitalme" Yves Pouillet, Recteur honoraire de l'université de Namur, ancien Directeur du Centre de recherche informatique et droit (CRIDS) , Benoit Frénay, Chargé de cours à la faculté d'informatique de l'Université de Namur.
	<p>Action requise: Le Comité prendra note des présentations des experts sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- reconnaissance faciale</li> <li>- protection des données et systèmes d'éducation</li> <li>- Recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à</li> </ul>

	<p>caractère personnel dans le cadre du profilage</p> <p>Le Comité tiendra un échange de vues sur le prochain programme de travail du Comité pour 2020-2021 et sur les méthodes de travail correspondantes et adoptera le programme de travail.</p>
	<b>9. Jurisprudence</b>
<a href="#">Compilation ECHR</a>	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par Pamela McCormick, Co-secrétaire du Comité consultatif du contentieux de la CtEDH (en anglais)
	<p><a href="#">Cour de Justice de l'Union européenne</a>  <a href="#">Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme</a></p>
	<b>10. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">CAHENF</a></li> <li>• <a href="#">Comité de Bioéthique (DH-BIO)</a></li> <li>• <a href="#">CEPEJ</a></li> <li>• <a href="#">Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)</a> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <a href="#">MSI-AUT</a></li> </ul> </li> </ul>
	<b>11. Convention Macolin</b>
<a href="#">T-PD(2019)4</a>	Expert : Daniel Cooper, Covington & Burling LLP (en anglais)
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note du rapport et des informations fournies par l'expert et procédera à un échange de vues sur le sujet.
	<b>12. Projets de coopération</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
<a href="#">T-PD(2019)02Rev2</a>	Projets de coopération du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des données (document d'information, uniquement en anglais)
	<b>13. Compilation</b>
	<a href="#">Compilation des réponses – Modèles de gouvernance des DPAs</a>
	<b>14. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données</b>

	<p><u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférence “Protection de la vie privée numérique : enjeux et perspectives” (Fès, Maroc, 28 janvier 2019)</li> <li>• Conférence internationale de l’Informatique, de la protection de la vie privée et la protection des données «Protection des données et démocratie» (CPDP 2019, Bruxelles, Belgique, 30 janvier-1<sup>er</sup> février 2019)</li> <li>• “Maîtriser les règles du jeu - l’impact du développement de l’intelligence artificielle sur les droits de l’homme, la démocratie et l’état de droit (Helsinki, Finlande, 26-27 février 2019)</li> <li>• MWC2019 Barcelone – Programme ministérielle (Barcelone, 25-27 février 2019)</li> <li>• CNUCED - Semaine du commerce électronique (Genève, 1-4 avril 2019)</li> <li>• Conférence de printemps des autorités européennes de protection des données (Tbilissi, 9-10 mai)</li> <li>• IAPP Sommet mondial sur la protection de la vie privée 2019 (Washington, 1<sup>er</sup>-3 mai 2019)</li> <li>• 2019 Atelier sur la protection des données au sein des organisations internationales (Paris, 17-18 juin 2019)</li> <li>• EuroDIG (La Haye, 19-20 juin 2019)</li> <li>• XVIIème réunion du réseau ibéro-américain (mexico, 19-21 juin 2019)</li> <li>• Conférence internationale sur la protection de la vie privée en Afrique (Accra, 24-27 juin 2019)</li> <li>• Conférence de l’AFAPDP (Dakar, 16-18 septembre 2019)</li> <li>• ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019)</li> <li>• IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019)</li> </ul>
	<p><b>15. Observateurs</b></p>
	<p><u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.</p>
	<p>Observateurs - Etat des lieux et critères d’admission</p>
	<p><b>16. Commissaire à la protection des données personnelles</b></p>
	<p><u>Action requise</u>: Le Comité prendra note des informations fournies par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l’Europe.</p>
	<p><a href="#">Règlement du Secrétaire Général</a></p>
	<p><b>17. Prix Stefano Rodotà</b></p>
	<p>Invités : Ingrida Milkaite et Eva Lievens, Jef Ausloos</p> <p><u>Action requise</u> : Le Comité rencontrera les lauréats du prix et de la mention spéciale du jury, prendra note de leurs présentations et tiendra un échange de vues avec eux.</p>



	<b>18. Prochaines réunions</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.
	<b>19. Questions diverses</b>

## ANNEXE II.

### LISTE DES PARTICIPANTS

#### MEMBERS / MEMBRES

##### **ALBANIA / ALBANIE**

Blerta Nerguti, Director of the Department of Legal Affairs Department, Information and Data Protection Commissioner (IDP)

##### **ANDORRA / ANDORRE**

Anna Cadena, Data Protection Agency of Andorra, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, 5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

Joan Crespo, Head of the Data Protection Agency of Andorra, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, -5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

##### **ARMENIA / ARMENIE**

Gevorg Hayrapetyan, Head of the Personal Data Protection Agency, RA Ministry of Justice, 41a Halabyan street, 0078, Yerevan, Armenia

##### **ARGENTINA / ARGENTINE**

Eduardo Andrés Bertoni, Directeur de l'Agence d'Accès à l'Information Publique, Julio Argention Roca 710, 2° Piso, Ciudad Autonoma de Buenos Aires, C.P C1067ABP

##### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Michael Adelman, LL.M. (WU), Austrian Data Protection Authority, Barichgasse 40-42, 1030 Vienna

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN** No information received / Absence d'information

##### **BELGIUM / BELGIQUE**

Alexander Hoefmans, Chef de service, Égalité des chances, SPF Justice, 115 Boulevard de Waterloo, 1000 Brussel

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Autorité de protection des données, 35 Rue de la presse, 1000 Bruxelles

**BULGARIA / BULGARIE** No information received / Absence d'information

##### **CABO VERDE / CAP VERT**

Djamilson Pinto, Member of the National Commission of Data Protection (CNPD), Av. da China, Rampa Terra Branca, Apartado 1002 - C.P. 7600

##### **CROATIA / CROATIE**

Nikolina Novaković, Senior Associate, Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Personal Data Protection Agency, Martićeva 14, 10000 Zagreb

**CYPRUS / CHYPRE** (apologised / excusé)

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

**DENMARK / DANEMARK** No information received / Absence d'information

**ESTONIA / ESTONIE** (apologised / excusé)

**FINLAND / FINLANDE**

Virpi Koivu, Senior Specialist, Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023

**FRANCE**

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales, CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 8071, 75334 Paris Cedex 07

**GEORGIA / GÉORGIE**

Tamar Kaldani (first Vice-Chair / première Vice-présidente), Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

Niko Tatulashvili, Head of International Relations Department, Office of Personal Data Protection Inspector, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Corinna Holländer, Data Protection (V II 4), Legal Advisor, Federal Ministry of the Interior, Building and Community (BMI) Alt-Moabit 140, 10557 Berlin

Stefan Niederer, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Unit 14 - European and International Affairs, Husarenstraße 30, 53117 Bonn

**GREECE / GRÈCE**

Sofia Kostoula, Judge of First Instance, Investigating Judge of Chania, Crete, Hellenic Republic,

Plateia Eleftherias, 73100, Chania

**HUNGARY / HONGRIE** (apologised / excusé)

**ICELAND / ISLANDE**

Björg Thorarensen, Chairperson of the Board of the Data Protection Authority Iceland, Raudarárstigur 10, 105 Reykjavík

**IRELAND / IRLANDE**

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square  
Redmond's Hill, Dublin 2

### **ITALY / ITALIE**

Alessandra Pierucci (Chair/Présidente), Garante, Roma

### **LATVIA / LETTONIE**

Kristīne Šāvēja, Senior Expert of Division of European Union and International Cooperation Matters,  
Data State Inspectorate of Latvia, 11/13 -15 Blaumana Street, 1011 Riga

### **LIECHTENSTEIN**

Julia Stütz, Legar Officer, Data Protection Authority, P.O. Box 684, 9490 Vaduz

### **LITHUANIA / LITUANIE**

Danguolė Morkūnienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate, L. Sapiegos str. 17, 10312  
Vilnius

### **LUXEMBOURG**

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la  
protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

### **MALTA / MALTE**

Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner,  
Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

Isabelle Camilleri, Information and Data Protection Analyst, Strategy and Support, 280, Republic Street,  
Valletta

### **MAURITIUS / MAURICE**

Druheisha Madhub, Data Protection Commissioner, Data Protection Office, 5th Floor, SICOM Tower,  
Wall Street, Ebène

### **MEXICO / MEXIQUE**

Joaquín González Casanova, Director General of International Affairs, National Institute for Transparency,  
Access to Information and Personal Data Protection (INAI)

Lorena Alvarado Quezada, Adjointe à l'Observateur Permanent, Mission Permanente du Mexique auprès  
du Conseil de l'Europe

Camille Baumann, stagiaire à la Mission permanente

Nina Audinet, stagiaire à la Mission permanente

### **MONACO**

Corinne Laforest de Minotty, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement-Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération, Ministère d'Etat, Place de la Visitation, 98000 Monaco

### **MONTENEGRO**

Radenko Lacmanović, member of Council, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information of Montenegro, Bulevar Svetog Petra Cetinjskog br. 147, Podgorica

Dušan Slijepčević, Assistant of Mr Lacmanović

### **NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Jaap Van Rijn van Alkemade, Senior Legislative Lawyer, Ministry of Justice and Security, Postbus 20301, 2500 EH The Hague

### **NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD**

Igor Kuzevski, Secretary General, Directorate for Personal Data Protection, Goce Delcev 18, 1000 Skopje

### **NORWAY / NORVEGE**

Torunn Olsen, Higher Executive Officer, Ministry of Justice and Public Security

### **POLAND / POLOGNE**

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Data Protection Authority, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

### **PORTUGAL**

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

### **REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

**ROMANIA / ROUMANIE** No information received / Absence d'information

### **RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Alexandra Atakisheva, Chief Expert of the Department of legislation initiatives implementation of the Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Maria Barsukova, Third Secretary, Department for the Protection of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

Valentina Smirnova, Deputy Head of Division of the registry of personal data subjects of the Department of the protection of rights of personal data subjects, Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology And Mass Media (Roskomnadzor)

Anastasiya Toporova, Third Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

Olga Zinchenko, Third Secretary, Department for the Protection of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs.

**SAN MARINO / SAINT MARIN**

Nicola Fabiano, President, Autorita Garante per la protezione dei dati personali, Scala Bonetti, 47893 San Marino

**SÉNÉGAL**

Paul Mendy, Secrétaire Permanent, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B. 34, Mermos VDN, Dakar

Adama Sow, Directeur de la Communication et des Relations publiques, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B. 34, Mermos VDN, Dakar

**SERBIA/SERBIE**

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

**SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**

Petra Lašová, The Office for Personal Data Protection of the Slovak Republic, Department of Legal Services, Hraničná 12n 820 07 Bratislava 27

**SLOVENIA / SLOVÉNIE**

Tina Ivanc, Office of the Information Commissioner, Dunajska cesta 22, 1000 Ljubljana

**SPAIN / ESPAGNE**

Pablo Manuel Mateos Gascueña, Head of Service, Spanish Agency of Data Protection, Jorge Juan 6, 28001, Madrid

**SWEDEN / SUEDE**

Johanna Spanne, Legal Advisor, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice, Stockholm

**SWITZERLAND / SUISSE**

March Buntschu, Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

**TUNISIA / TUNISIE**

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, 1, rue Mohamed Moalla, 1002, Mutuelleville, Tunis, B.P. 525

**TURKEY / TURQUIE**

Osman Ümit Eker, Rapporteur Judge, Directorate General for International Relations and EU Affairs, Ministry of Justice

### **UKRAINE**

Viktor Barvitskyi, Representative of the Commissioner on information rights and representation at the Constitutional Court of Ukraine, 21/8, Instytutska str., Kyiv 01008

### **UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Kaoutar Abousmir, Head of International Data Strategy, Cyber Security and Data Policy Team, 4th Floor, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

Eve Fensome, EU and International Data Protection Policy, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Christine Ferguson, International Strategy Adviser, Information Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

### **URUGUAY**

Gonzalo Sosa, Advisor to the Executive Council, Unidad Reguladora y de Control de Datos Personales, Liniers 1324, 4th. Floor, Montevideo

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

### **ABU DHABI GLOBAL MARKET REGISTRATION AUTHORITY**

Shamma AlMemari, Monitoring & Enforcement Specialist – Office of Data Protection, Abu Dhabi Global Market, Office of Data Protection, Abu Dhabi Global Market, PO Box 111999 Abu Dhabi, United Arab Emirates

Sami Mohammed, Monitoring & Enforcement Manager – Office of Data Protection, Abu Dhabi Global Market, PO Box 111999 Abu Dhabi, United Arab Emirates

### **BRAZIL / BRESIL**

José Antônio Ziebarth, Director, office of the Special Secretary of Debureaucratization, Management, and Digital Government, Ministry of Economy

### **BURKINA FASO**

Bienvenue Ambroise Bakyono, Vice-Président, Commission de l'informatique et des libertés (CIL)

Ahmed Hissène Ange Marie Noël Ouedraogo, Secrétaire général, Commission de l'informatique et des libertés (CIL)

Halidou Rouamba, Membre de la Commission de l'informatique et des libertés (CIL)

### **CHILE / CHILI**

Marcelo Drago, Commissioner, Chilean Transparency Council, Morandé 360 piso 8, Santiago

Fernando Garcia Naddaf, Chief of International Affairs, Chilean Transparency Council, Morandé 360 piso 8, Santiago

### **GABON**

COMMISSION NATIONALE POUR LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (CNPDCP)

Joël Dominique Ledaga, Président

Euloge Nambi, Questeur

Philomène Biyogo, Commissaire Permanent

Steve Singault Ndinga, Commissaire Permanent

### **ISRAEL / ISRAËL**

Sharon Azarya, Head of International Relations Innovation and Policy Development Department, The Government Campus, 125 Begin Road, 9th Floor, POB 7360, Tel Aviv 6701201

Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law in the Department of Public and Constitutional Law, Ministry of Justice

### **JAPAN / JAPON**

Satoru Hamaguchi, Director, Personal Information Protection Commission (PPC)

### **MOROCCO / MAROC**

Nouzha Mhandez Tlemçani, Responsable du Département Contrôle et Expertise

Commission Nationale de contrôle de la protection des données à Caractère Personnel (CNDP)

### **PHILIPPINES**

Erlaine Vanessa Lumanog, Attorney IV, Policy Review Division, The National Privacy Commission

5F East Wing, Delegation Building, PICC Complext, Vicente Sotto St. 1307 Pasay City

Ivy Grace Villasoto, OIC-Director of the Privacy Policy Office, The National Privacy Commission

### **REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE**

Euna Choi, Researcher, Personal Information Cooperation Team, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Jeasuk Yun, Manager, Personal Information Cooperation Team, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Park Ji Eun, Director General for Investigation and Dispute Mediation, Personal Information Protection Commission (PIPC)



Jung Hye Jin, Deputy director, Personal Information Protection Commission (PIPC)

**U.S.A.**

Ron Katwan, Legal Adviser, US Mission to the European Union, Brussels, Belgium

**ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)**

Maryse Artiguelong, Déléguée, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

**FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)**

Chawki Gaddes, Président *Ad interim*

**European Digital Rights (EDRI)**

Chloé Berthelemy, Rue Belliard 12, B-1040 Brussels

**EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)**

Olivier Matter, Legal & Policy Officer, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

Cristina Monti, Policy officer, Directorate General for Justice and Consumers, C4: International data flows and protection, MO59 03/10, B-1049 Brussels/Belgium

**IBEROAMERICAN NETWORK / RÉSEAU IBERO-AMERICAIN**

Gonzalo Sosa, Lawyer, Advisor to the Executive Council, Data Protection Authority of Uruguay (URCDP)

**INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC / CICR)**

Maria-Elena Ciccolini, Deputy Data Protection Officer for Europe and Central Asia, 7, rue Guimard, 1040 Brussels

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office, 19 Avenue de la Paix, 1202 Geneva

**INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE**

Olivier Matter, Legal & Policy Officer, EDPS

**INTERPOL**

Kathleen Bour, Data Protection Officer, 200 Quai Charles de Gaulle 69006 Lyon, France

## **OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

### **COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Jean-Philippe Walter, Council of Europe, Strasbourg, France

## **EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS**

Sandra Azria, Azria Avocats, 48, rue de Charenton, 75012 Paris

Daniel Cooper, Partner, Covington & Burling LLP, 265 Strand, London WC2R 1BH

Benoit Frenay, Professor, CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société)

Gert Vermeulen, Director, Institute for International Research on Criminal Policy (IRCP) Ghent University, Campus Aula, Universiteitstraat 4, B-9000 Ghent, Belgium

Jen Persson, Director, defenddigitalme

Yves Poullet, Recteur honoraire de l'université de Namur, Professeur honoraire à la faculté de droit Professeur associé à l'Université Catholique de Lille, Membre de l'Académie Royale de Belgique, Université de Namur, Rue de Bruxelles 61 - 5000 Namur, Belgique

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) Namur, Belgique

Frédéric Wickert, Founder & CEO A.I. Sense, 2A Rue de l'Église, 67370 Truchtersheim

## **INVITED GUESTS / INVITES**

Jef Ausloos, Postdoctoral researcher, Institute for Information Law (IViR) / University of Amsterdam,

Roeterseilandcampus, Building A, 5th Floor, Room A5-08, Nieuwe Achtergracht 166, 1018 WV, P.O. BOX: 15514, 1001 NA Amsterdam

Joseph A. Cannataci, UN Special Rapporteur on the right to privacy

Elizabeth Coombs, Research Support Officer, Taskforce health data UNSRP

Eva Lievens, Professor at Law & Technology, Ghent University, Faculty of Law & Criminology, Voldersstraat 5, 9000 Ghent, Belgium

Sean McLaughlan, Taskforce health data UNSRP

Ingrida Milkaite, Doctoral researcher, Research group Law & Technology, Department of Interdisciplinary Study of Law, Private Law and Business Law, Ghent University, Faculty of Law and Criminology, Voldersstraat, 59000 Ghent

Marie-Catherine Wagner, Research Associate, University of Vienna, Department of Innovation and Digitalisation in Law, Taskforce health data UNSRP

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL  
DE L'EUROPE**

**European Court of Human Rights / Cour européenne des droits de l'homme**

Pamela McCormick, Registry Lawyer, ECtHR

**Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme**

Matthieu Birker, Adviser / Conseiller

**Directorate of Legal Advice and Public International Law / Direction du conseil juridique et du droit  
international public (DLAPIL)**

Ana Gomez Heredero, Head of the Treaty Office Unit

**Directorate General of Democracy / Direction générale Démocratie**

**Division of Sport Conventions / Division des Conventions du Sport**

Mikhael de Thyse, Secrétaire, Convention sur la Manipulation de Compétitions Sportives

**Children's rights Division / Division des droits de l'enfant**

Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (**CAHENF**)

Livia Stoica Becht, Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /**

**Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

Christos Giakoumopoulos, Directeur général

**Information Society Department / Service de la société de l'information**

Mr Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

**Cybercrime Division / Division de la Cybercriminalité**

Alexander Seger, Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee / Secrétaire exécutif du  
Comité de la Convention sur la Cybercriminalité (T-CY)

Nina Lichtner, Programme Officer

**Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Laura Barrera Cano, trainee / stagiaire

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / assistante administrative principale

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee of Convention 108 / Secrétaire du Comité de la Convention 108

Lorena Ungureanu, trainee / stagiaire

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Rémy Jain

Clarissa Worsdale

Christine Trapp